

Leadership et changement au Congo-Kinshasa

Mois de juillet, année 2012, dernière semaine. Pendant que les propos sur le Congo se déchaînent dans une certaine direction, les faits dessinent chaque jour qui passe une nouvelle donne politique dans ce pays. Qu'est-ce qui se dit aujourd'hui concernant le Congo et quoi faire dorénavant ?

1. Flash Congo

Plutôt que de retracer ce qui se dit actuellement à son sujet, je propose ci-dessous un flash sur le Congo. Voici des propos, étayés par des faits, qui se rapportent essentiellement à la situation de l'est du pays. Je les ramènerais à quatre.

La donne tutsi

C'est un fait : depuis que le Congo peine à redémarrer comme État de droit, voire comme État tout court, la situation de l'est du pays est constamment en bute à la donne tutsi. Cette donne a pour fond de commerce, le génocide des Tutsi rwandais en 1994. Elle prend essor selon les ambitions personnelles et les humeurs de Paul Kagamé. Ses instruments désignés sont d'anciens réfugiés tutsi rwandais au Zaïre, lesquels se sont surnommés Banyamulenge. Son théâtre d'action : les zones riches en minerais précieux, le long des deux provinces limitrophes du Kivu, côté congolais.

Mais la donne tutsi a aussi un effet indésirable à long terme : la stigmatisation des Tutsi, du fait de la répétition de leurs aventures sanglantes dans cette partie du Congo, comme une ethnie fondamentalement liée à la violence. Ce qui dit assez le caractère suicidaire des politiques des dirigeants tutsi de la région des Grands-Lacs africains. En effet, ce qu'ils infligent au Congo voisin, depuis des décennies, annule de lui-même remet fondamentalement en question le statut supposé du Tutsi victime historique des pogroms. Non seulement c'est un fait que la donne tutsi au Congo a pleinement donné la mesure de sa cruauté, de son arrogance et de son mépris du droit international, mais il est fort à craindre qu'à l'avenir, le Tutsi passe indistinctement pour indésirable en Afrique noire.

La référence au Rwanda

La donne tutsi au Congo a pour référence principale, le Rwanda de Paul Kagamé. Il y eut l'agression de 1996, qui conduisit l'AFDL au pouvoir à Kinshasa. Il y eut ensuite la nouvelle agression de 1998, qui fut stoppée de justesse dans les rues de la capitale congolaise. Il y eut la partition de fait du Congo par le fait, entre autres, du Rassemblement des Congolais pour la démocratie (RCD) de fabrication rwandaise, lequel sévit entre 1998 et 2002. Il y eut la rébellion soi-disant conduite par Laurent Nkundabatware, qui rassembla les anciens combattants banyamulenge dans son CNDP ; on aura noté que, théoriquement dirigée contre le pouvoir de Kinshasa, la mission initiale des « rebelles » du CNDP concernait la vengeance et/ou la sécurité des Tutsi d'origine rwandaise, jadis réfugiés au Congo ; tout comme le CNDP s'illustra par des violations massives et gravissimes des droits humains à l'encontre des populations civiles et autochtones congolaises de la région. Poursuivi par la CPI, L. Nkundabatware se replie au Rwanda après avoir passé le flambeau à son second, Bosco Ntaganda, qui réussit un tour de force exceptionnel à plusieurs volets : il obtint le transfert de l'ensemble des effectifs militaires du CNDP dans les forces armées congolaises (FARDC) ; il obtint, à titre personnel, une promotion au grade de général des FARDC, passant ainsi du statut de hors-la-loi à celui d'officier supérieur de l'armée qu'il combattait ; il obtint, à titre stratégique, d'être affecté en même temps que la majorité de ses vétérans du CNDP dans la même région frontalière du Rwanda ; il obtint, à un titre indéfinissable, de dépendre directement de la présidence de la république du Congo et non du Commandant région militaire local... Enfin, il y a le Mouvement du M23, dernière « rébellion » en date des mêmes Tutsi, cette fois-ci sous la houlette conjuguée de Bosco Ntaganda aux abois et d'un Sultani Makenga en mal de leadership charismatique, une « rébellion » visiblement sans prétexte politique et à l'évidence sous perfusion par le Rwanda de P. Kagamé.

Or, la référence au Rwanda de la situation de l'est du Congo est confirmée par des déclarations fracassantes d'officiels rwandais au sujet de la collaboration – pour ne pas dire de la trahison – du régime Kabila (j'y reviens plus bas) agissant d'intelligence avec l'ennemi. De sorte qu'inversement, cette référence au Rwanda tient d'une triple responsabilité : étatique (le pays du Rwanda), au regard du droit international ; individuelle en les ambitions du mégalomane Paul Kagamé et de son entourage ; de groupe en l'espèce du régime traître de Joseph Kabila.

La guerre

De référence systématique rwandaise, la donne tutsi au Congo n'a jamais eu qu'une façon de s'exprimer : la guerre. À titre d'exemple, il y eut la chasse à l'homme orchestrée par l'armée de Paul Kagamé, pendant laquelle furent massacrées des centaines de milliers de réfugiés rwandais au Congo, entre 1996 et 1998. Plus récemment, il y eut des rapports d'experts de l'ONU faisant état des plus graves allégations, à charge du Rwanda et de Paul Kagamé nommément, de crimes contre l'humanité, crimes de guerre et crimes de génocide à l'endroit de certaines populations congolaises, à travers les différentes « rébellions » fomentées par le Rwanda.

Une fois encore, me semble-t-il, la mégalomanie de Paul Kagamé dessert son pays, le Rwanda, et son ethnie d'origine, les Tutsi. Quant à son pays, il devra payer tôt ou tard les dommages de guerre aujourd'hui infligés au Congo par le fait avéré du Rwanda. En ce qui concerne l'ethnie tutsi, P. Kagamé semble s'évertuer à la condamner à la stigmatisation sous l'étiquette de gens dangereux.

La trahison de Joseph Kabila

Ce n'est certes qu'une allégation, mais elle est des plus sérieuses. Les premiers, les Congolais éveillés ont supputé en Joseph Kabila, plus qu'un pion, un citoyen rwandais au service de son pays au Congo. Ensuite, ce sont des officiels rwandais qui, par des déclarations fracassantes, ont mis en cause et la personne de Joseph Kabila et l'ensemble de son régime au plus haut niveau décisionnaire. Dans sa dernière interview à Al Jazeera, Paul Kagamé clame, avec l'arrogance qu'on lui connaît, que ce ne sont pas seulement les différentes rébellions à dominance tutsi de l'est du Congo qui sont liées au Rwanda par leurs initiateurs et officiers supérieurs, mais tous les dirigeants congolais d'importance, à commencer par le chef de l'État congolais (« *from the very top* »). Cela, pour taire la déclaration d'un Laurent Nkundabatware de tristesse mémoire, désignant explicitement Joseph Kabila comme un « ancien » du Front patriotique rwandais, le parti de Paul Kagamé au pouvoir à Kigali.

Pour des allégations, en voilà qui amplifient le doute au sommet de l'État congolais. L'attitude même de J. Kabila semble confirmer ce que je n'hésite pas à caractériser comme sa trahison du Congo. Dernier exemple en date : alors qu'un rapport des experts

des Nations-Unies vient d'établir, preuves à l'appui, l'implication du Rwanda et de P. Kagamé dans la dernière « rébellion » congolaise de l'est ; alors que, cohérente avec elle-même pour une fois, l'ONU, se souvenant de sa mission de protection des civils, a engagé la MONUSCO dans les combats contre le fameux M23 ; alors que le principal bailleur des fonds du Rwanda, les États-Unis d'Amérique, vient de suspendre son aide militaire au Rwanda suite au rapport des experts ; Joseph Kabila se précipite à Addis-Abeba pour conférer avec le sieur Kagamé sur la paix à l'est du Congo, sans débat national et patriotique préalable sur l'agression du pays par son voisin. En fait, au moment où le régime de Kigali semble ébranlé, l'usurpateur au pouvoir à Kinshasa s'empresse de tendre à Kagamé une perche de salut. Dans quel intérêt ?, a-t-on envie de demander. Comment ne pas donner raison à ceux des observateurs qui parlent sans ambages d'intelligence avec l'ennemi ? Comment donner tort aux Congolais éveillés qui n'ont cessé de clamer que J. Kabila est un imposteur désormais doublé d'usurpateur ?

Comment, pour une fois, le Congo pourrait-il tirer profit de cette nouvelle conjoncture passablement favorable ?

2. Et maintenant ?

S'imposent à l'analyse trois constatations parmi d'autres.

1. Je m'étonne des analystes qui s'échinent à sonder les subtilités du droit international, se demandant non sans raison comment justice pourrait être rendue au Congo à charge du Rwanda et de Paul Kagamé. Seulement voilà, le Congo n'est actuellement pas en situation de seulement revendiquer ses droits internationaux, faute d'un minimum d'État de droit. Faut-il alors se pencher sur la pertinence et la faisabilité de l'hypothétique force neutre d'interposition entre le Rwanda et le Congo, dont l'accord de principe a été signé dernièrement à Addis-Abeba ? Ce serait s'en remettre naïvement au jeu des dupes des compères Kagamé et Kabila, les deux côtés de la même médaille dans le drame congolais.
2. Je m'étonne également des analystes qui ont donné tête basse dans le piège que la propagande a tendu au peuple congolais, tout au bénéfice d'un J. Kabila et de son régime déliquescents. Au nom de la patrie menacée, j'entends bavarder ici ou là à propos de la nécessité de mobiliser la nation derrière « le chef de l'État », en

l'occurrence l'usurpateur et traître Joseph Kabila. Qu'il y ait menace et qu'il y ait nécessité et urgence d'intervenir, je n'en disconviens pas ; de là à signer un chèque en blanc, une fois de plus, à l'ordre de Joseph Kabila, autant enterrer le Congo.

3. Je m'étonne enfin du peu d'analystes qui lisent la présente conjoncture congolaise en termes de plus que probable fin de règne de J. Kabila. Il y a avant tout la controverse qui a toujours entouré son personnage, depuis sa nationalité congolaise douteuse jusqu'à sa soumission à Paul Kagamé. Il y a ensuite l'état de putréfaction avancée de son régime du fait, entre autres, de la terreur systémique qu'il exerce sur quiconque ose contrarier son affairisme maffieux, de la corruption devenue endémique à tous les échelons de l'administration publique, de son total manque de légitimité suite au hold-up électoral de novembre 2011... Il y a, plus récemment, la multiplication des signes de son lâchage par le système qui l'a créé ; notamment la divulgation, par le parrain P. Kagamé, des secrets d'État en faisant passer Joseph Kabila pour un vulgaire agent du Rwanda au Congo.

Ainsi, pour peu que le Congo soit entré en période de fin de règne en ce qui concerne l'usurpateur et traître J. Kabila, la question du sens à imprimer à cet événement demeure entière du point de vue des Congolais. À ma connaissance, aucune dynamique de prise de pouvoir à Kinshasa, par ceux-là prétendent s'opposer à Kabila et/ou à son régime sanguinaire, n'est perceptible à ce jour. Du coup, les changements en préparation au sommet de l'État congolais (le cas échéant) risquent fort d'être, une fois de plus, le fait de tout autre que des Congolais eux-mêmes et pour des intérêts de tout autre que les leurs. Dans cette hypothèse, les politiques congolais au parfum de ce qui se passe dans les coulisses doivent être déjà en campagne de positionnement derrière le pressenti prochain homme fort de Kinshasa.

Que, donc, convient-il de faire pour que le peuple congolais puisse enfin reconquérir sa souveraineté ? J'ai failli écrire : quel leadership pour quel changement au Congo ? D'emblée, trois options viennent à l'esprit.

1. L'opposition constitutionnelle. Pas principe, elle est censée représenter une alternative au pouvoir en place. Outre que d'alternative articulée je n'en vois aucune,

l'opposition constitutionnelle au Congo s'est mise elle-même hors-la-loi et, par-tant, s'est disqualifiée pour avoir légitimé, par sa seule présence institutionnelle, le hold-up électoral flagrant de l'usurpateur et traître J. Kabila. Au demeurant, l'opposition en question ne semble même pas capable d'imposer un débat national de fond sur les responsabilités du régime dans le drame qui se déroule à l'est du pays, à la lumière des nouvelles données.

2. La Majorité présidentielle populaire du président de la république Étienne Tshise-ke-di. Voilà une dynamique dont la situation est des plus précaires. À titre illustratif : le temps aidant, les rangs des supporters se sont clairsemés depuis novembre 2011 ; quand ils ne désertent pas purement et simplement, des proches collaborateurs d'É. Tshiseke-di sont rattrapés par des affaires peu honorables ; plutôt silencieux du fait sans doute de sa mise en résidence surveillée de fait, Étienne Tshise-ke-di en personne court constamment le risque de se faire oublier de l'opinion, suscitant par le fait même des rumeurs de course au nouveau leadership au sein qui de son parti politique, l'UDPS, qui des forces acquises au changement. Cela étant, la vision alternative et viable du Congo nouveau, une vision à la fois acceptable par la majorité des Congolais et susceptible de séduire les « amis » du Congo, est peu visible à ce jour.
3. La diaspora congolaise. À ma connaissance, aucun groupe de la diaspora n'a d'ambitions déclarées de prendre le pouvoir à Kinshasa et de diriger le Congo. Multiple et diverse, la diaspora congolaise constitue essentiellement une synergie de soutien aux forces politiques locales, désireuses d'accéder au pouvoir. Par ailleurs, le credo de la diaspora congolaise tient, depuis au moins une décennie, en la nécessité et l'urgence de sauver le pays de la mainmise croissante du système néocolonialiste via la donne tutsi.

Quel leadership pour quel changement au Congo en cette dernière semaine de juillet 2012 ? La question demeure. Voici, humblement, quelques pistes de réflexion et d'action susceptibles de convergence vers la reconquête, par le peuple congolais, de son droit absolu de souverain primaire.

3. Pistes de réflexion et d'action

Elles sont au nombre de trois, à mes yeux.

UN LEADERSHIP DE RASSEMBLEMENT NATIONAL ET D'ALTERNATIVE POLITIQUE

Il n'y aura pas de changement véritable au Congo sans leadership conséquent ; il n'y a pas de leadership viable sans leader déterminé. Je ne veux pour preuve que ceci : après le scrutin du 28 novembre 2011, la population de Kinshasa a attendu en vain le mot d'ordre de son leader, Étienne Tshisekedi, pour, peut-être, sauver la vérité des urnes. D'où la question de savoir qui, dans l'état actuel des choses, peut assumer avec quelque chance de succès un leadership suffisamment viable pour conduire le peuple vers de nouvelles échéances émancipatoires ?

À cette question et toutes choses restant égales par ailleurs, Étienne Tshisekedi me semble remplir les conditions minimales du leader recherché. Il jouit de la légitimité électorale, jusqu'à preuve du contraire. Il a su conserver sa capacité étonnante de soulever des foules. Il bénéficie, jusqu'à preuve du contraire, de l'appui des forces acquises au changement, réunissant partis politiques et ONG de la société civile. Il jouit d'une audience réellement nationale, allant au-delà des particularismes d'ordre ethnique et les clivages de nature politique, jusque dans la diaspora congolaise.

En dépit de ces atouts non négligeables, Étienne Tshisekedi doit encore faire la démonstration d'un leadership plus audacieux que par le passé. Il s'agit d'un leadership de rassemblement national autour, au-delà de sa petite personne, des alternatives viables aux régimes successifs au Congo-Kinshasa depuis l'accession du pays à l'indépendance. Immense défi que celui de marcher, pour une fois, avec son peuple et pas seulement suivant les directives des « amis » étrangers du Congo.

UNE STRATEGIE DE PRISE DE POUVOIR PAR DEBORDEMENT

À l'heure qu'il est, il n'existe aucune force militaire strictement congolaise, qui soit capable de renverser le régime Kabila. L'incompétence et la corruption ont pratiquement achevé de miner les FARDC elles-mêmes. Bien que l'agression du Congo par le Rwanda soit établie, je ne me souviens d'aucune mesure exceptionnelle aux frontières congolaises. Je n'ai vu de diplomatie de crise que la poignée de mains enthousiaste entre Kabila

et Kagamé autour de leur accord de principe. Ne serait-ce que pour la forme, le Congo n'a pas rappelé son ambassadeur à Kigali à tout le moins pour consultation. Aucune réunion du Conseil de sécurité des Nations-Unies n'a encore été convoquée pour se pencher sur l'agression du Congo par le Rwanda. Joseph Kabila n'a jamais cru important de s'expliquer devant la nation congolaise, même après que Paul Kagamé l'a publiquement traité de pion du Rwanda. Sur le terrain opérationnel, je ne me souviens pas avoir entendu dire qu'un seul obus congolais a inquiété le Rwanda. De là la question de la stratégie à adopter pour, ni plus ni moins, prendre le pouvoir (avec, par et pour le peuple) à Kinshasa, aussi bien au nom de la patrie menacée et à cause de la trahison plus que supposée de J. Kabila ?

L'ultime stratégie pour ce faire me semble celle du débordement. Une chose est de dénoncer la trahison du régime Kabila et l'agression du Congo par le Rwanda. Une autre chose est de harceler les J. Kabila et P. Kagamé tant par les manifestations de rue que par des analyses pertinentes, voire par la voie de la justice internationale. Voici que, comme chacun sait, cela n'a pas suffi à empêcher le hold-up électoral de novembre 2011. Et, comme chacun sait, la mobilisation sans précédent du peuple congolais à l'occasion de ce scrutin n'est jamais parvenue à l'étape finale du débordement des forces négatives à Kinshasa.

Par débordement, j'entends au moins trois moments : un soulèvement populaire au point de départ ; la prise, par le peuple, des points stratégiques incarnant le pouvoir actuellement usurpé par Joseph Kabila ; l'imposition aux commandes de l'État des hommes et des femmes choisis par le peuple. Celui ou celle qui incarnera un leadership suffisamment déterminé dans ce sens devra prendre la tête du mouvement jusqu'à la reprise de son pouvoir par le souverain primaire qu'est le peuple congolais dans l'espèce. On s'empressera de qualifier un tel mouvement de coup d'État ; mais la prise du pouvoir d'État par débordement populaire des forces répressives en place est un acte de souveraineté de toute façon non négociable.

UNE DIPLOMATIE DE CHOC

Leadership et prise de pouvoir par débordement doivent s'accompagner d'une diplomatie de choc. En fait, aucune prise de pouvoir ne se peut faire dans aucun pays au monde, sans

déployer parallèlement une diplomatie conséquente, pour expliquer aux partenaires et amis le bien-fondé des changements intervenus. La mainmise des multinationales et des États occidentaux sur son économie, son armée, le moindre rouage de ses politiques, est telle que semblable diplomatie relève, au Congo, de la nécessité et de l'urgence.

À mon sens, il existe des atouts permettant de déployer sans délais une telle diplomatie. Le leader qui réussira à conduire le peuple vers la prise de pouvoir doit aussi être capable d'identifier des hommes et des femmes capables non seulement de loyauté envers son leadership, mais surtout de maîtrise des dossiers. Il est, au Congo même ainsi que dans la diaspora congolaise, des hommes et des femmes compétents et prêts à remplir les différentes tâches de la diplomatie près les partenaires et « amis » du pays.

*

Puisse le peuple congolais saisir l'opportunité en cours de se prendre enfin en main !
Puisse-t-il pour cela se trouver un leader à la hauteur d'un vrai leadership de rassemblement national et d'alternative politique viable !
Puisse-t-il, enfin, reprendre rapidement son droit absolu de souverain primaire, en remplaçant le pouvoir de l'usurpateur et traître J. Kabila par un autre sous son contrôle direct pour une fois !

Lomomba Emongo

Écrivain et professeur de philosophie